



PRÉFET DE SEINE-ET-MARNE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

PRÉFET DE SEINE-ET-MARNE

RÉCÉPISSÉ DE DÉPÔT DE DOSSIER DE DÉCLARATION
CONCERNANT
RENOUVELLEMENT DE L'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL D'AUTORISATION
DU SYSTÈME D'ASSAINISSEMENT
SUR LA COMMUNE DE MOUSSY-LE-NEUF

**DOSSIER N° 77-2020-00105
MISE F661 2020/088**

Le préfet de SEINE-ET-MARNE
Officier de la Légion d'honneur

ATTENTION : CE RÉCÉPISSÉ ATTESTE DE L'ENREGISTREMENT DE VOTRE DEMANDE MAIS N'AUTORISE PAS LE DÉMARRAGE IMMÉDIAT DES TRAVAUX.

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L. 211-1, L. 214-1 à L. 214-6 et R. 214-1 à R. 214-56 ;

VU le code général des collectivités territoriales, et notamment son article L. 2224-8 ;

VU le décret du Président de la République en date du 15 janvier 2020 portant nomination de Monsieur Thierry COUDERT, préfet de Seine-et-Marne (hors classe) ;

VU l'arrêté préfectoral n° 20/BC/008 du 10 février 2020 donnant délégation de signature à Monsieur Cyrille LE VÉLY, Secrétaire Général de la préfecture de Seine-et-Marne, et organisant sa suppléance ;

VU l'arrêté du Premier ministre en date du 16 octobre 2017 nommant Monsieur Igor KISSELEFF, ingénieur Général des ponts, des eaux et des forêts, directeur départemental des territoires de Seine et Marne ;

VU l'arrêté préfectoral 19/BC/185 en date du 15 novembre 2019 portant organisation de la direction départementale des territoires de Seine-et-Marne ;

VU l'arrêté préfectoral n° 20/BC/014 en date du 10 février 2020 donnant délégation de signature à Monsieur Igor KISSELEFF, directeur départemental des territoires de Seine-et-Marne ;

VU l'arrêté de subdélégation n°2020/DDT/SG/08 en date du 12 février 2020 donnant subdélégation de signature à Monsieur Laurent BEDU, ingénieur en chef des ponts, des eaux et des forêts, adjoint au directeur ;

VU l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité

et aux dispositifs d'assainissement non collectif recevant une charge organique supérieure à 1.2 kg/j de DBO5 ;

VU le dossier de déclaration déposé au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement considéré complet en date du 28 Août 2020, présenté par la COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION ROISSY PAYS DE FRANCE représenté par Monsieur Renaud, enregistré sous le n° 77-2020-00105 et relatif à : Renouvellement de l'arrêté préfectoral d'autorisation du système d'assainissement ;

donne récépissé du dépôt de sa déclaration au pétitionnaire suivant :

**COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION ROISSY PAYS DE FRANCE
6 B AVENUE CHARLES DE GAULLE
95700 ROISSY EN FRANCE**

concernant :

Renouvellement de l'arrêté préfectoral d'autorisation du système d'assainissement

dont la réalisation est prévue dans la commune de MOUSSY-LE-NEUF

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement. Les rubriques du tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement concernées sont les suivantes :

Rubrique	Intitulé	Régime	Arrêtés de prescriptions générales correspondant
2.1.1.0	Stations d'épuration des agglomérations d'assainissement ou dispositifs d'assainissement non collectif devant traiter une charge brute journalière de pollution organique : 1° Supérieure à 600 kg de DBO5 (A) 2° Supérieure à 12 kg de DBO5, mais inférieure ou égale à 600 kg de DBO5 (D)	Déclaration	Arrêté du 21 juillet 2015
2.1.2.0	Déversoirs d'orage situés sur un système de collecte des eaux usées destiné à collecter un flux polluant journalier : 1° Supérieur à 600 kg de DBO5 (A) 2° Supérieur à 12 kg de DBO5, mais inférieur ou égal à 600 kg de DBO5 (D)	Déclaration	Arrêté du 21 juillet 2015

Le déclarant devra respecter les prescriptions générales définies dans les arrêtés dont les références sont indiquées dans le tableau ci-dessus et qui sont joints au présent récépissé.

Le déclarant ne peut pas débiter les travaux avant le 28 Octobre 2020, correspondant au délai de deux mois à compter de la date de réception du dossier de déclaration complet durant lequel il peut être fait une éventuelle opposition motivée à la déclaration par l'administration, conformément à l'article R. 214-35 du code de l'environnement.

Au cas où le déclarant ne respecterait pas ce délai, il s'exposerait à une amende pour une contravention de 5^{ème} classe d'un montant maximum de 1 500 euros pour les personnes physiques. Pour les personnes morales, ce montant est multiplié par 5.

Durant ce délai, il peut être demandé des compléments au déclarant si le dossier n'est pas jugé régulier, il peut être fait opposition à cette déclaration, ou des prescriptions particulières éventuelles peuvent être établies sur lesquelles le déclarant sera alors saisi pour présenter ses observations.

En l'absence de suite donnée par le service police de l'eau à l'échéance de ce délai de 2 mois, le présent récépissé vaut accord tacite de déclaration.

À cette échéance, conformément à l'article R.214-37, copies de la déclaration et de ce récépissé seront alors adressées à la mairie de MOUSSY-LE-NEUF où cette opération doit être réalisée, pour affichage et mise à disposition pendant une durée minimale d'un mois pour information.

Ces documents seront mis à disposition du public sur le site internet de la préfecture de SEINE-ET-MARNE durant une période d'au moins six mois.

Cette décision sera alors susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement, par les tiers dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de sa publication ou de son affichage à la mairie, et par le déclarant dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Cette décision peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés ci-dessus.

Le service de police de l'eau devra être averti de la date de début des travaux ainsi que de la date d'achèvement des ouvrages et, le cas échéant, de la date de mise en service.

En application de l'article R. 214-40-3 du code de l'environnement, la mise en service de l'installation, la construction des ouvrages, l'exécution des travaux, et l'exercice de l'activité objets de votre déclaration, doivent intervenir dans un délai de 3 ans à compter de la date du présent récépissé, à défaut de quoi votre déclaration sera caduque.

En cas de demande de prorogation de délai, dûment justifiée, celle-ci sera adressée au préfet au plus tard deux mois avant l'échéance ci-dessus.

Les ouvrages, les travaux et les conditions de réalisation et d'exploitation doivent être conformes au dossier déposé.

L'inobservation des dispositions figurant dans le dossier déposé ainsi que celles contenues dans les prescriptions générales annexées au présent récépissé, pourra entraîner l'application des sanctions prévues à l'article R. 216-12 du code de l'environnement.

En application de l'article R. 214-40 du code de l'environnement, toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être porté, **avant réalisation** à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

Les agents mentionnés à l'article L. 216-3 du code de l'environnement et notamment ceux chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations objet de la déclaration dans les conditions définies par le code de l'environnement, dans le cadre d'une recherche d'infraction.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent récépissé ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

A Melun, le **11 SEP. 2020**

Le Préfet,
Pour le préfet et par délégation
Le Directeur Départemental des Territoires

**Pour le directeur départemental
L'adjoint au directeur**


Laurent BEDU

PJ : liste des arrêtés de prescriptions générales

ANNEXE

LISTE DES ARRETES DE PRESCRIPTIONS GENERALES

- Arrêté du 21 juillet 2015 (2.1.2.0)
- Arrêté du 21 juillet 2015 (2.1.1.0)

Fiche descriptive du IOTA
ayant fait l'objet du récépissé de déclaration
référéncé F 661 N° MISE 2020/088 en date du 28 août 2020

TYPE DE IOTA :	Déclaration du rejet du système d'assainissement de Moussy-le-Neuf		
Bénéficiaire :	Communauté d'Agglomération Roissy Pays de France		
Rubriques « nomenclature » :	Rubrique	Libellé	Justification
	2.1.1.0	Station d'épuration : charge brute de pollution à traiter supérieure à 12 kg de DBO ₅ , mais inférieure à 600 kg de DBO ₅ .	Capacité : 4 000 EH 240 kg DBO ₅ /j
	2.1.2.0	Déversoir d'orage situé sur un système de collecte des eaux usées destiné à collecter un flux polluant journalier supérieur à 12 kg de DBO ₅ mais inférieure ou égale à 600 kg de DBO ₅	TP PR Aubépines : 252 kg/j de DBO ₅ DO Lamaze : 62 kg/j de DBO ₅ DO Jardins Rouards : 18 kg/j de DBO ₅)
Milieu récepteur :	La Biberonne Masse d'eau : FRHR 152-F6612000		
Description et caractéristiques :	<ul style="list-style-type: none"> • <u>Communes collectées</u> - Moussy-le-Neuf (CA Roissy Pays de France) • <u>Réseaux</u> Le réseau d'assainissement est de type mixte. Problèmes d'ECPP et d'ECM sur le réseau. Linéaire de réseau : <ul style="list-style-type: none"> - Unitaire : 6,58 km - EU : 8,83 km - EP : 9,58 km Le système de collecte comprend 1 poste de refoulement avec trop-plein (Aubépine) et deux DO (Lamaze et Jardins Rouards). Déversoir d'orage soumis à autosurveillance réglementaire sur le système de collecte : <ul style="list-style-type: none"> - TP du PR Aubépine : > 120 kg/j de DBO₅ (point A1) Coordonnées Lambert 93 : <ul style="list-style-type: none"> - Trop-plein du PR Aubépine : X = 671 489 – Y = 6 884 810 - Point de rejet : X = 671 493,06 – Y = 6 884 833,32 Le trop-plein du PR Aubépine est équipé d'une mesure des débits déversés. Dans le cadre de l'autosurveillance réglementaire et de la conformité temps de pluie, il sera pris en compte le critère suivant : <ul style="list-style-type: none"> - moins de 5 % des volumes déversés. • <u>Station</u> Capacité nominale : 4 000 EH, 240 kg DBO₅/j Type de filière : Boue activée à aération prolongée (à très faible charge) BO volume de 125 m³ 		

Coordonnées Lambert 93 :
 - Station : X = 671 730 – Y = 6 884 550
 - Rejet : X = 671 744 – Y = 6 884 549
 - Rejet A2 : X = 671 730 – Y = 6 884 599

Parcelle n° : ZE 7.

Charges entrantes et débits :

	Flux
DBO5	240 kg/j
DCO	600 kg/j
MES	360 kg/j
NTK	60 kg/j
Pt	6,8 kg/j

Débit de référence : 800 m³/j

Niveau de rejet de la station (en moyenne journalière) :

	Concentration		Rendement	Valeur rédhibitoire
DBO5	≤ 25 mg/l	ou	≥ 90 %	50 mg/l
DCO	≤ 90 mg/l		≥ 85 %	250 mg/l
MES	≤ 30 mg/l		≥ 90 %	85 mg/l
NTK	≤ 10 mg/l		-	15 mg/l
NGL*	≤ 15 mg/l		≥ 80 %	-
Pt*	≤ 2 mg/l		≥ 80 %	-
pH	Entre 6 et 8,5			
T°	< 25 °C			

* :NGL et Pt en moyenne annuelle

• **Filière Boues**

Les boues sont déshydratées sur un filtre presse à boues, puis stockées en bennes.

Un registre sera tenu et mentionnera la quantité de boues extraites, la date et le lieu de destination.

• **Autosurveillance**

Débitmètre électromagnétique sur la canalisation du poste de relèvement d'effluents bruts.

Canal de comptage en sortie avec enregistrement des débits horaires et des volumes journaliers.

Mesure et enregistrement en continu des débits déversés vers le milieu naturel sur le déversoir en tête de station : point A2.

Le nombre de contrôles réglementaires fixé est le suivant :

Paramètres	Fréquences
Débit	365 par an
pH et température	12 par an
DBO5	12 par an
DCO	12 par an
MES	12 par an
NTK	4 par an
NH ₄	4 par an

	NO ₃	4 par an
	NO ₂	4 par an
	Pt	4 par an
	Quantité de MS de boues produites	12 par an
	Mesures de siccité	12 par an
<ul style="list-style-type: none"> • <u>Transmission de l'autosurveillance</u> 	<p>Cette fréquence devra s'adapter aux évolutions apportées par les prochains textes réglementaires.</p> <p>Les résultats du contrôle d'autosurveillance du mois M devront être transmis à la police de l'eau, à l'Agence de l'Eau et au Satese dans le courant du mois M+1.</p> <p>Le bilan des contrôles de fonctionnement du système d'assainissement (réseau et STEP) de l'année A seront transmis à la police de l'eau, à l'Agence de l'Eau et au Satese dans le courant du mois de mars de l'année A+1.</p>	
	<p><u>NB : Cette fiche est à annexer au récépissé correspondant. Elle est non exhaustive des informations contenues dans le dossier loi sur l'eau</u></p>	



PRÉFET DE SEINE-ET-MARNE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Service Environnement et Prévention des Risques
Pôle police de l'eau
Affaire suivie par Christine HELIN
Chargée d'instruction police de l'eau
Tél : 01 60 32 13 57
Mél : christine.helin@seine-et-marne.gouv.fr

Direction départementale
des territoires

Vaux-le-Pénil, le **3 AOUT 2021**

Communauté d'Agglomération
Roissy Pays de France
6 B avenue Charles de Gaulle
95700 ROISSY EN FRANCE

Réf. : 77-2020-00105
MISE : F661 2020/088

Objet : Dossier de déclaration instruit au titre des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement :
Renouvellement de l'arrêté préfectoral d'autorisation du système d'assainissement
sur la commune de MOUSSY-LE-NEUF - **Accord sur dossier de déclaration**

Monsieur le Président,

Dans le cadre de l'instruction de votre dossier de déclaration au titre des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement concernant l'opération :

**Renouvellement de l'arrêté préfectoral d'autorisation du système d'assainissement
sur la commune de Moussy-le-Neuf**

pour lequel un récépissé vous a été délivré en date du 11 septembre 2020, j'ai l'honneur de vous informer que je ne compte pas faire opposition à votre déclaration. Dès lors, **vous pouvez entreprendre cette opération à compter de la réception de ce courrier.**


Le présent courrier ne vous dispense en aucun cas de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations

Copies du récépissé et de ce courrier sont également adressées à la mairie de la commune de Moussy-le-Neuf pour affichage pendant une durée minimale d'un mois pour information. Ces deux documents seront mis à la disposition du public sur le site internet de la préfecture de Seine-et-Marne durant une période d'au moins six mois.

Cette décision sera susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement, à compter de la date de sa publication ou de son affichage en mairie, par le déclarant dans un délai de deux mois et par les tiers dans un délai de quatre mois. En cas de recours par les tiers, la décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois le délai mentionné.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes salutations distinguées.

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation
Le directeur départemental des territoires adjoint



Jean-Pascal BEZY



PRÉFET DE SEINE-ET-MARNE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Service Environnement et Prévention des Risques
Pôle police de l'eau
Affaire suivie par Christine HELIN
Chargée d'instruction police de l'eau
Tél : 01 60 32 13 57
Mél : christine.helin@seine-et-marne.gouv.fr

Direction départementale
des territoires

Vaux-le-Pénil, le - 3 AOUT 2021

Monsieur le Maire
Hôtel de Ville
Place Charles de Gaulle
77230 MOUSSY LE NEUF

Réf. : 77-2020-00105
MISE : F661 2020/088

Objet : Dossier de déclaration instruit au titre des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement :
Renouvellement de l'arrêté préfectoral d'autorisation du système d'assainissement
sur la commune de MOUSSY-LE-NEUF
Accusé de réception du dossier et de la décision du préfet

Monsieur le Maire,

Je vous prie de trouver sous ce pli, conformément à l'article R. 214-37 du code de l'environnement, un exemplaire du dossier de déclaration déposé par la Communauté d'Agglomération Roissy Pays de France en date du 28 août 2020 concernant l'opération suivante :

**Renouvellement de l'arrêté préfectoral d'autorisation du système d'assainissement
sur la commune de Moussy-le-Neuf**

Vous trouverez également pour affichage en mairie durant une période de un (1) mois minimum copie de la décision de monsieur le Préfet concernant cette déclaration. Pendant cette même période, pour les personnes qui le souhaiteraient, le dossier devra être accessible à la consultation en mairie.

À l'issue de cet affichage, je vous saurais gré de bien vouloir me retourner un certificat d'affichage correspondant signé.

Je vous prie de croire, Monsieur le Maire, à l'expression de mes salutations distinguées.

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation
Le directeur départemental des territoires adjoint


Jean-Pascal BEZY

PJ : dossier
copie du récépissé de déclaration